



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

**Ght_TRV_2026-031_AOO_Relance Lot 1 2025-050 Contrôle Qualification
Installation Eqpts Traitement D'Air
Prestations de contrôles et de qualification des installations
aérauliques et équipements de traitement d'air des salles
propres et zones à environnement maîtrisé
DES ETABLISSEMENTS DU BASSIN STEPHANOIS DU
GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE LOIRE**

Personne Publique :

**C.H.U. DE SAINT-ETIENNE
DIRECTION DES ACHATS ET DU PATRIMOINE
Hôpital Bellevue
Pavillon 1-3 1^{er} étage
42055 Saint-Etienne Cedex 2**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Objet de la consultation	3
ARTICLE 2. Décomposition en lots.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 3. Modalités d'intervention.....	4
ARTICLE 4. Rapports de contrôles	5
ARTICLE 5. Conditions générales d'exécution de la mission.....	6
ARTICLE 6. Renseignements divers	7

ARTICLE 1. Objet de la consultation

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les modalités d'exécution du **marché à bon de commande** qui a pour objet la réalisation des contrôles périodiques annuels, ainsi que celle des opérations de contrôles ou de requalification, après travaux, maintenance, arrêts, ... des installations aérauliques et équipements de traitement d'air, des locaux, salles dites "propres" et zones à environnements maîtrisés des établissements de santé du **bassin stéphanois** faisant partie du groupement GHT LOIRE.

La prestation comprend :

- les contrôles périodiques annuels qui devront être exécutés à chaque année civile,
- les opérations ponctuelles à réaliser en fonction des besoins des établissements, concernant les contrôles d'intégrité des filtres suite à remplacement de filtres absolus, opérations de contrôle ou de requalification après travaux, maintenance, arrêts.

Prestations exceptionnelles :

Des prestations complémentaires pourront être demandées aux candidats sur la base du BPU Main d'œuvre et déplacement, suivant la plage horaire d'intervention.

Il s'agit de prestation pour changement des filtres, nettoyage des grilles et des diffuseurs de ventilation, hors fournitures.

Locaux concernés : voir DPGF [liste des salles]

L'entreprise qui répondra à la consultation est réputée avoir pris en compte pour l'établissement de son chiffrage, l'ensemble des contraintes d'environnement et de fonctionnement des installations ainsi que tous les frais annexes consécutifs à l'exécution des prestations.

En conséquence, l'entreprise titulaire du marché ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat ou le cas échéant à réception d'un ordre de service complémentaire, d'une connaissance insuffisante des locaux et des installations (moyens d'accès, conditions particulières d'interventions liées aux propres règles de l'hôpital) pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

Le cas échéant, l'entreprise pour la remise de son offre devra questionner les établissements de santé du bassin stéphanois du GHT LOIRE ou toute personne habilitée à transmettre des renseignements, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées.

Les prestations proposées par le titulaire devront être conformes aux stipulations du marché ; aux normes et homologations en vigueur (ISO, marquage CE, NF., EN...etc...). Les normes pouvant évoluer en fonction de la réglementation pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu de s'y conformer. Le non-respect de ces normes pourra entraîner la résiliation du marché, sans préavis ni indemnités de la part de l'établissement hospitalier.

Le titulaire, dans son rôle d'expert dans le domaine, est tenu de communiquer aux services techniques de chaque établissement hospitalier, tous les conseils utiles à la bonne réalisation des prestations, ainsi que ceux relatifs à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2. Périmètre de la prestation et descriptif des installations

Les installations sont réparties sur 3 établissements du **bassin stéphanois du GHT Loire**.
Les établissements concernés par ce besoin sont les suivants :

- **CHU DE SAINT ETIENNE**
- **CH LE CORBUSIER – FIRMINY**
- **CH DU GIER – SAINT CHAMOND**

ARTICLE 3. Modalités d'intervention

Les qualifications particulières devront être réalisés suivant la réglementation en vigueur et notamment suivant la norme NFS 90-351 « Qualification et contrôle des établissements de santé » (Avril 2013) et la norme NF EN ISO 14644-1 « Salles propres et environnements maîtrisés apparentés » (Février 2016). Les tests d'intégrités des filtres seront effectués suivant la réglementation en vigueur et notamment suivant la norme EN ISO 14644-3 « méthodes d'essai » (Mars 2006).

Les tests suivants pourront être réalisés :

- Classe de propreté particulière (comptage) sur les tailles de particules : 0,5 µm – 1 µm – 5 µm
- Cinétique d'élimination des particules,
- Test d'intégrité des filtres (test à l'EMERY),
- Vitesses, débits de soufflage et d'extraction, et taux de renouvellement horaire,
- Cartographie des vitesses et homogénéité d'un flux sous le plafond filtrant,
- Mouvements aérauliques, sens des flux d'air,
- Mesures de pressions, de température, d'hygrométrie, et mesures acoustiques,
- Contrôle bactériologique et mycologiques (air et surfaces) avec identification des germes.

Les plans des locaux seront fournis avant l'intervention par l'établissement de santé.

L'offre des candidats devra indiquer le débit nominal du ou des compteurs de particules qui seront susceptibles d'être utilisés.

Le prestataire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité, l'hygiène, la santé et la sécurité des usagers et employés de l'établissement hospitalier et de ses employés intervenants sur les installations des établissements.

Il emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés, qualifiés et habilités ayant l'expérience requise pour les services demandés et utilise les outils et méthodes nécessaires à l'exécution du contrat.

Il doit également procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel mis à la disposition de ses employés intervenant sur les installations des établissements.

ARTICLE 4. Rapports de contrôles

A l'issue de chaque intervention, que ce soit une opération de contrôle périodique annuelle, ou ponctuelle demandée, le titulaire rédigera, pour chaque local contrôlé, une première **fiche de synthèse** datée et signée, regroupant tous les résultats obtenus, et sera rendue aux responsables des établissements

Les rapports d'intervention, seront à envoyer par **courrier électronique** sous format numérique **PDF** aux responsables techniques des différents établissements hospitaliers dont les coordonnées sont renseignées en **annexe 2** au présent CCTP.

Il est également demandé un **exemplaire papier** de chaque rapport, qui sera à envoyer à l'établissement.

Avant d'être envoyés, le titulaire du présent marché s'assurera que ses rapports d'intervention soient **datés et signés** par le technicien ayant réalisé l'intervention et par le vérificateur.

Le rapport d'intervention devra comporter à minima les informations suivantes :

- La (les) date(s) de l'intervention,
- Le type de l'intervention (qualification périodique annuelle, qualification ponctuelle suite à travaux, maintenance, arrêt des installations et équipements aérauliques),
- Le nom et le prénom du ou des techniciens étant intervenu,
- Le nom et le prénom du vérificateur ayant signés le rapport (doit être obligatoirement différent des intervenants)
- Les références du site, du bâtiment, du niveau, du local et toutes indications apportant précision (service, ...) sur la localisation de l'intervention,
- Le plan détaillé des installations qualifiées et des mesures effectuées (points de comptage et prélèvements microbiologiques),
- Le plan des locaux avec indication par flèches et valeurs des sens de surpressions,
- Le descriptif des équipements contrôlés,
- La liste des textes réglementaires de référence en vigueur,
- La liste et la méthodologie des essais et contrôles réalisés,
- Le détail des essais avec les données brutes enregistrées sur le terrain,
- Les originaux et les photocopies des tickets imprimés par le compteur de particules, en indiquant sur chacun le nom de l'opérateur et le n° de la salle concernée (tickets datés et visés),
- La liste et les certificats d'étalonnage des appareils de mesure utilisés pour le contrôle,
- La conformité ou la non-conformité de la qualification.

Toutes écritures manuscrites inscrites sur le rapport d'intervention doivent s'effectuer à l'**encre bleue**.

L'envoi des rapports pdf et papier aux établissements ne devra pas excéder de **30 jours** à partir de la date du contrôle. En cas de non-respect de ce délai de remise des rapports, le titulaire est soumis à des **pénalités de retard** explicitées au CCAP.

Le titulaire du marché devra envoyer sous un délai de **24h** par email aux responsables de l'établissement où l'intervention a eu lieu, une synthèse des premiers résultats concluant ou non à la conformité de la salle, hors classe de propreté microbiologique. En cas de non-respect de cette demande, le titulaire est soumis à des **pénalités de retard** explicitées au CCAP.

ARTICLE 5. Conditions générales d'exécution de la mission

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché ; aux normes et spécifications techniques applicables.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la main-d'œuvre, à la protection des travailleurs, et aux conditions de travail.

Les prestations proposées par le titulaire devront être conformes aux normes et homologations en vigueur (ISO, marquage CE, NF., EN...etc...).

Le technicien référent intervenant sur site est diplômé du stage Métrologie des Salles Propres administré par l'ASPEC, ou son équivalent administré par un autre organisme ICCCS. Un justificatif (attestation de formation signée par l'organisme) sera joint à la réponse des candidats.

Les normes pouvant évoluer en fonction de la réglementation pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu de s'y conformer.

Le non-respect de ces normes pourra entraîner la résiliation du marché, sans préavis ni indemnités de la part des établissements hospitaliers.

Le titulaire est tenu pour toute intervention de se conformer aux horaires d'interventions fixés par l'établissement en fonction de ses contraintes d'exploitation et ne pourra à ce titre prétendre à un quelconque dédommagement complémentaire.

Le candidat devra joindre à son offre le mémoire technique complété.

Avant tout commencement d'exécution l'organisme de contrôle devra prendre rendez-vous avec les responsables des établissements hospitaliers pour arrêter :

- le calendrier d'exécution des contrôles (dates et horaires de fonctionnement),
- les modalités de ces contrôles et la coordination à mettre en place entre l'organisme de contrôle et les responsables des unités de soins dans lesquelles les contrôles doivent avoir lieu d'une part et les responsables techniques, d'autre part.

Les plans et données nécessaires à l'exécution de la mission seront fournis par les établissements de santé l'entreprise retenue.

Pour des raisons de confidentialité, le titulaire doit s'engager à ne diffuser aucune information ou renseignements du cahier des charges et également des observations qui pourront être faites lors de l'intervention sur le site.

ARTICLE 6. Renseignements divers

L'établissement "pilote" de la présente consultation et du marché qui en découle, est le CHU de SAINT-ETIENNE.

Les demandes de renseignements sont à adresser à :

- Renseignements administratifs auprès de :

CHU de SAINT-ETIENNE
Direction des Achats et du Patrimoine
Service supports aux ateliers
Magasin des Services Techniques

Mme. Sylvie VERITE

☎ Tél : 04.77.12.72.38

✉ Courriel : sylvie.verite@chu-st-etienne.fr

- Renseignements techniques auprès de :

CHU de SAINT-ETIENNE
Direction des Achats et du Patrimoine
Service CVC

Mr Aurélien BONHOMME, ingénieur

☎ Tel : 04-77-12-72-49

✉ Mail : aurelien.bonhomme@chu-st-etienne.fr